



Ali Lmrabet a reçu la promesse du gouvernement marocain qu'il obtiendrait finalement ses papiers d'identité. GEORGES CABRERA

«Je m'attends à subir encore des tracasseries»

Après sa grève de la faim, le journaliste marocain Ali Lmrabet va vérifier vendredi si les autorités de son pays tiennent parole

Demain sonnera l'heure de vérité pour le journaliste marocain Ali Lmrabet. Accompagné, entre autres, par le politologue Ahmed Benani, président du comité suisse de soutien à sa cause, il se rendra en Espagne, à Barcelone, pour demander au consulat marocain de renouveler son passeport. Il y a une semaine, après avoir fait une grève de la faim pendant un mois et trois jours sur la place des Nations, il a reçu par médias interposés la promesse du gouvernement marocain qu'il obtiendrait finalement ses papiers d'identité. A condition d'en faire la demande en Espagne, où il a résidé plusieurs années et où les autorités marocaines considèrent qu'il est toujours domicilié.

C'est parce qu'on refusait de lui délivrer ce sésame qu'il est venu à Genève plaider sa cause sous les fenêtres de l'ONU, où il a notamment reçu le soutien du conseiller administratif Remy Pagan. Ali Lmrabet, qui a été plusieurs fois condamné par la justice marocaine, affirme qu'on veut l'empêcher de relancer un journal satirique au Maroc. Mais c'est exactement ce qu'il a l'intention de faire, maintenant qu'est échue l'interdiction de pratiquer le journalisme dans son pays, qui lui a

valu une condamnation en 2005 pour une période de dix ans.

«Suite à ma grève de la faim, raconte Ali Lmrabet, le ministre marocain de l'Intérieur a donné une conférence de presse pour assurer que mon passeport serait renouvelé et que j'aurais droit à un certificat de résident après un séjour de trois mois au Maroc. J'ai attendu dix ans de pouvoir pratiquer mon métier dans mon pays, je peux bien attendre trois mois de plus. Mais cette déclaration du ministre visait surtout à sauver la face. On verra s'ils respectent leur parole.» Gianfranco Fattorini, représentant de l'Association des juristes américains auprès de l'ONU, dénonce la duplicité du gouvernement du royaume nord-africain: «La diplomatie marocaine est très active à Genève, au sein des instances onusiennes sur les droits de l'homme, notamment pour défendre la liberté de la presse. Mais derrière cette façade, des journalistes se font arrêter ou condamner à de lourdes amendes.»

Hier, en conférence de presse, Ali Lmrabet et son comité de soutien se sont dit optimistes quant à l'obtention du passeport, mais ils pensent que la bataille est loin d'être gagnée: «La prochaine étape sera sûrement de faire pression sur les imprimeries pour empêcher mon journal de paraître. Ce qui dérange, c'est notre ligne éditoriale indépendante. Au Maroc, on ne peut pas parler du roi ou du conflit au Sahara occidental.» **Antoine Grosjean**